

## Le Collège militaire royal de Saint-Jean : du fort français au bastion d'enseignement militaire bilingue

Anne-Marie Charuest

Volume 20, numéro 2, 2014

Le colloque d'automne de la Fédération : *Le Québec s'en va-t-en guerre... 1914-18*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72721ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Les Éditions Histoire Québec  
La Fédération Histoire Québec

### ISSN

1201-4710 (imprimé)  
1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Charuest, A.-M. (2014). Le Collège militaire royal de Saint-Jean : du fort français au bastion d'enseignement militaire bilingue. *Histoire Québec*, 20(2), 24-27.

# Le Collège militaire royal de Saint-Jean : du fort français au bastion d'enseignement militaire bilingue

par Anne-Marie Charuest

*Anne-Marie Charuest est archiviste au Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe (centre agréé par Bibliothèque et Archives nationales du Québec) depuis plus de quatre ans et s'occupe de l'aide aux chercheurs. Dernièrement, quelques clients se sont intéressés particulièrement à l'histoire militaire canadienne-française. Comme elle est membre du conseil d'administration de la Fédération Histoire Québec depuis le printemps 2012 et représente la région de la Montérégie, madame Charuest se penche ici sur l'histoire d'un établissement d'enseignement militaire montréalais : le Collège militaire royal de Saint-Jean-sur-Richelieu.*

Lorsque la Seconde Guerre mondiale se termine, les troupes militaires sont progressivement démobilisées, mais la Défense nationale canadienne conserve quand même une équipe d'officiers qui dirige les militaires de l'armée, de l'aviation et de la marine. La formation de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1949 et l'implication du Canada dans la guerre de Corée en 1950 obligent les Forces armées à réfléchir sur la façon de recruter de nouveaux volontaires.

Mais on constate rapidement que la proportion d'officiers francophones a tellement diminué qu'elle ne représente plus que 6,9 % du total des trois divisions de l'armée en 1951, tandis que la proportion de militaires réguliers francophones n'est que

de 15,3 %<sup>1</sup>. Si l'on tient compte que l'armée doit être représentative de la population, on remarque que son effectif est loin de refléter le pourcentage de la population canadienne-française au pays, soit 29 % pour cette même année<sup>2</sup>. Pourquoi si peu de francophones et comment les attirer dans les Forces armées canadiennes?

## La genèse du projet de collège militaire francophone

Ces chiffres confirment la tendance déjà observée en 1947. Un comité spécial formé en 1950 par le brigadier Paul Bernatchez, seul militaire haut gradé francophone à Ottawa<sup>3</sup>, permet cependant de démontrer le caractère criant de la discrimination à l'égard des militaires canadiens-français. On constate également que non

seulement ces derniers n'ont pas accès aux postes supérieurs s'ils ne sont pas complètement bilingues, mais ils sont aussi souvent mal perçus par leurs confrères anglophones, en raison des différences de mentalité et de religion.

Deux rapports sont déposés à l'État-major (rapport Bernatchez et rapport Jetté) et au ministre de la Défense nationale, Brooke Claxton, mais aucune de leurs recommandations ne sera retenue, le projet de création de sous-unités francophones en particulier étant considéré comme économiquement non viable<sup>4</sup>.

Par ailleurs, la formation scolaire militaire spécialisée se donne, depuis 1948, au sein de deux collèges militaires strictement anglophones : le Royal Military College of Canada (RMCC), situé en Ontario, et le Royal Roads Military College de Victoria, situé en Colombie-Britannique. Il est très difficile pour les francophones d'accéder à ces deux établissements, non seulement par manque de connaissances linguistiques, mais également parce que les diplômés du Québec, qui terminent leur cours classique à l'âge de 21-22 ans, sont trop âgés pour y être admis. Le député fédéral Bona Arsenault avait bien essayé, dès 1945, de convaincre l'État-major d'ouvrir une académie militaire au Québec, afin d'offrir une formation avancée aux cadets, mais ce fut peine perdue<sup>5</sup>.



22<sup>e</sup> Bataillon canadien-français à Saint-Jean, 1915. (Source : R22<sup>e</sup> Régiment, Ph-172-496)

Même l'Université Laval à Québec propose au ministre Claxton, en mai 1951, de concevoir un baccalauréat en sciences militaires d'une durée de trois ans, comprenant des cours d'anglais. Les étudiants seraient logés à la Citadelle et se joindraient durant l'été aux cadets déjà en place dans la Vieille Capitale. Mais le fait que le projet soit conçu par des ecclésiastiques, l'abbé Jacques Garneau et M<sup>sr</sup> Maurice Roy, rebute le ministre, qui y voit une ingérence religieuse non souhaitable<sup>6</sup>.

### La mobilisation du milieu francophone

Graduellement, les voix s'élèvent de toutes parts en faveur de la création d'un collège militaire francophone. Les députés conservateurs fédéraux dans l'opposition officielle, avec le député de Trois-Rivières Léon Balcer (officier dans la Marine) en avant-plan, pressent le gouvernement élu d'agir dans le dossier. Des organismes tels la Société Saint-Jean-Baptiste, la Fédération des jeunes chambres de commerce et les Clubs Richelieu se joignent au groupe de pression, tandis que les journaux québécois et même la presse anglophone mettent la main à la pâte pour tenter de faire pencher la balance du côté d'une formation en français pour les militaires<sup>7</sup>.

Avec le temps, le ministre Claxton se laisse convaincre, mais toute tentative de communiquer cette volonté à l'État-major et à son arrière-garde (le R.M.C. Club – un regroupement d'anciens) se bute à une fin de non-recevoir. En février 1952, le major général Paul Bernatchez propose un compromis intéressant : offrir une formation préparatoire d'un an, à l'Université Laval de Québec, comprenant des cours de mathématiques et d'anglais, permettant ainsi aux cadets d'être mieux outillés pour la formation de Kingston. Mais l'établissement d'enseignement supérieur refuse ce compromis qu'on ne considère pas comme une formation préparatoire suffisante<sup>8</sup>.

Le 12 juin 1952, Brooke Claxton annonce la création d'un collège militaire royal au Québec, qui dispensera une formation préparatoire bilingue d'un an. De plus, si le nombre d'inscriptions le justifie, on pourra éventuellement offrir les deux premières années de la formation universitaire équivalente aux deux autres collèges militaires de Kingston et Victoria<sup>9</sup>. En juillet, on confie au colonel Marcellin L. Lahaie le mandat de tout mettre en place pour créer l'établissement d'enseignement. Après avoir hésité entre Québec, Trois-Rivières et Saint-Jean, on choisit cette dernière, car l'École de formation de l'Armée canadienne y est déjà installée sur le site du fort Saint-Jean<sup>10</sup>. Le Collège militaire royal de Saint-Jean ouvre officiellement ses portes le 22 septembre 1952, en présence du gouverneur général du Canada Vincent Massey<sup>11</sup>.

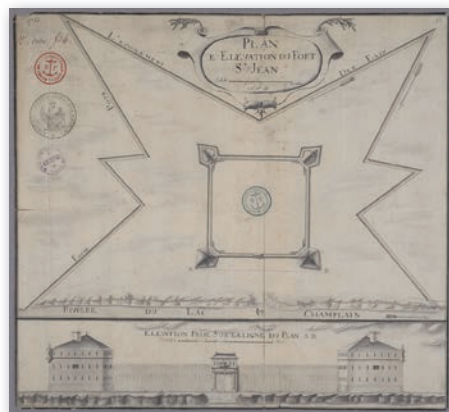
### Bref historique du fort Saint-Jean<sup>12</sup>

Le tout premier fort installé sur les rives du Richelieu à la hauteur de Saint-Jean est érigé par le régiment Carignan-Salières en 1666, à la même période que ceux de Sorel, Chambly et Sainte-Thérèse, contribuant ainsi à constituer un ensemble fortifié stratégique orienté vers le lac Champlain. On ne possède que peu de preuves tangibles de sa localisation, car il fut abandonné dès 1672. En 1748, l'ingénieur militaire Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry reçoit le mandat de reconstruire un fort, qui servira aux troupes de Montcalm, mais celui-ci brûlera en 1760. Reconstitué en 1775, il sera assiégé par les troupes américaines de Richard Montgomery. À cette époque, on construit des remparts, dont une partie existe toujours. C'est en 1839 qu'on décide d'agrandir et d'améliorer les installations, dont l'édifice du Mess des officiers, encore utilisé à ce jour. Le site sera par la suite témoin du passage de plusieurs troupes militaires, dont le Royal 22<sup>e</sup> Régiment en 1914, qui en était alors à ses balbutiements.

### La formation en constante évolution

Les premiers élèves à franchir les portes du nouveau Collège militaire royal sont au nombre de 125 et chaque nouvelle année scolaire verra le nombre de nouvelles recrues augmenter<sup>13</sup>. En décembre 1960, on pense déjà à améliorer la formation en suggérant de donner le cours complet. En 1966, le général Jean-Victor Allard est nommé chef d'état-major de la Défense et prend acte du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, qui démontre que les Forces armées canadiennes ont encore du recruter à faire pour améliorer la situation du bilinguisme. Il forme donc un comité pour analyser une possible amélioration de la formation<sup>14</sup>.

En mai 1969, le général Allard annonce qu'une formation complète de premier cycle en sciences physiques et en sciences de l'administration sera offerte dès l'automne suivant. Pour que cela se concrétise, il faut s'affilier à une université, mais les négociations avec la nouvelle Université du Québec à Montréal achoppent. C'est finalement l'Université de Sherbrooke qui accepte de décerner les diplômes aux étudiants du Collège en avril 1971. Dès l'automne, on s'affaire à construire une nouvelle bibliothèque (le pavillon Lahaie) qui comptera plus de 160 000 volumes et un système informatisé<sup>15</sup>.



Plan et élévation du fort Saint-Jean, 1750.  
(Source : Archives nationales  
d'outre-mer, FR CAOM 3DFC504C)



Durant les années qui suivent, le Collège continue d'évoluer et de prendre de l'expansion. À l'automne 1980, il accueille ses premières étudiantes, et, en 1988, il devient officiellement une université reconnue, ayant le mandat de décerner des diplômes de premier, deuxième et troisième cycles, au même titre que les deux autres collèges militaires. À l'aube des années 1990, l'établissement peut se targuer d'avoir décerné plus de 1 370 diplômes<sup>16</sup>.

### Le couperet tombe sur le Collège

À l'automne 1993, l'élection du Parti libéral de Jean Chrétien marque un tournant décisif dans l'histoire du Collège. En février 1994, son ministre des Finances, Paul Martin, annonce dans son budget des coupes draconiennes au sein de plusieurs ministères, dont celui de la Défense nationale. Cette décision aura des effets négatifs tangibles au sein de certaines bases militaires et centres de recherche, mais ce que la population n'avait jamais envisagé survient lorsqu'on annonce la fermeture des deux collèges militaires de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Victoria. La Défense nationale ne conserve que le RMRC<sup>17</sup>. Pourtant, le Collège militaire royal de Saint-Jean accueillait plus de 600 élèves au moment de

cette annonce<sup>18</sup>. La nouvelle soulève l'indignation générale, des officiers allant jusqu'à sortir de leur réserve pour prendre position. Le général Jean-Victor Allard déclare qu'il s'agit d'une « honte nationale » et les généraux Armand Ross, Roland Reid, Richard Évraire et Roméo Dallaire affirment en chœur que cette décision ramènera les Forces armées canadiennes plusieurs décennies en arrière<sup>19</sup>.

### Retour à la case départ

Pendant ce temps, les Forces armées canadiennes se retrouvent confrontées à un nouveau défi : continuer d'offrir une formation adéquate aux étudiants francophones, car le CMRC n'offre toujours pas (ou si peu) de cours en français et l'arrimage des années d'études entre le Québec et l'Ontario reste problématique. Le gouvernement du Québec tente bien de s'impliquer dans le dossier, mais la levée de bouclier de la population l'incite à se retirer des négociations. À l'hiver 1995, c'est un organisme local, le Conseil économique du Haut-Richelieu, qui s'adresse au gouvernement fédéral pour lui proposer une solution simple : offrir à nouveau le cours préparatoire aux études universitaires, en collaboration avec le Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu

et, en même temps, permettre aux Forces armées canadiennes d'avoir accès à des locaux pour donner des cours de français aux militaires anglophones<sup>20</sup>.

La création de deux entités administratives se concrétise rapidement. L'Année préparatoire relève du Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu, et ce sont d'anciens professeurs du Collège militaire qui donnent les cours. La responsabilité des cours de langues est confiée à une nouvelle organisation : la Compagnie Fort-Saint-Jean, qui deviendra l'Escadron Richelieu en 1999<sup>21</sup>. L'année scolaire 1995-1996 voit donc un retour des étudiants sur les bancs de l'ancien Collège militaire.

Le nombre d'élèves augmente graduellement, puis un phénomène particulier survient : de plus en plus d'élèves anglophones s'inscrivent à l'Année préparatoire, surtout à partir de 2001, non seulement pour s'initier au français, mais également pour améliorer les apprentissages en vue d'une admission à Kingston. En contrepartie, le nombre d'inscriptions d'élèves francophones et québécois diminue, car la perception négative du public face à la fermeture du Collège continue de nuire à la réputation de l'établissement. Il faut dire que même au sein des Forces armées on semble ignorer son existence, faute de communication interne efficace<sup>22</sup>.

### Une renaissance souhaitée

Malgré ces constatations, la Défense nationale développe des outils de perfectionnement et graduellement, se réinstalle à Saint-Jean, louant les installations de l'ancien Collège militaire à la Corporation du campus du Fort Saint-Jean<sup>23</sup>. Finalement, le 19 juillet 2007, la population apprend avec soulagement que le Collège militaire royal de Saint-Jean rouvrira ses portes, avec un nouveau mandat : offrir une formation collégiale reconnue par le ministère de l'Éducation du Québec, en sciences humaines ou sciences de la nature, d'une durée de deux ans (quatre sessions). De



Vue aérienne du Collège militaire royal de Saint-Jean, 1994. (Source : Musée du Fort Saint-Jean, MFSJ19940300003)



plus, les élèves ayant déjà obtenu une formation collégiale, ou ceux qui viennent de l'extérieur du Québec, peuvent suivre un programme universitaire d'une année (sciences humaines ou sciences de la nature), équivalente à la première année universitaire du Collège militaire royal de Kingston<sup>24</sup>. Désormais en phase de consolidation, le programme actuel a jeté les bases nécessaires pour envisager l'avenir du Collège avec optimisme. Puisse son demi-siècle d'histoire inspirer aux leaders d'aujourd'hui les leçons nécessaires pour permettre au phénix de renaître de ses cendres.



Mess des officiers du Collège militaire royal de Saint-Jean vers 1955. Construit en 1839, l'édifice est toujours présent de nos jours. [Source: Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe, fonds Wilfrid Lemoine; carte postale produite par les Éditions Richelieu.]

## Notes

- 1 CASTONGUAY, Jacques, *Le Collège militaire royal de Saint-Jean*, Éditions du Méridien, 1989, page 15 et CASTONGUAY, Jacques, *Pourquoi a-t-on fermé le Collège militaire de Saint-Jean?*, Éditions Art global, 2005, pages 14-15.
- 2 *Ibid.*
- 3 GRAVEL, Jean-Yves, « La fondation du Collège militaire royal de Saint-Jean », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 2, 1973, page 258.
- 4 GRAVEL, *op. cit.*, page 260.
- 5 GRAVEL, *op. cit.*, pages 263-264.
- 6 GRAVEL, *op. cit.*, page 265.
- 7 CASTONGUAY, *op. cit.*, 1989, pages 20 à 22.
- 8 GRAVEL, *op. cit.*, page 277.
- 9 GRAVEL, *op. cit.*, page 278.
- 10 CASTONGUAY, *op. cit.*, 1989, pages 33-34.
- 11 CASTONGUAY, *op. cit.*, 2005, page 22.
- 12 CASTONGUAY *op. cit.*, 1989, pages 55 à 57.
- 13 CASTONGUAY, *op. cit.*, 2005, page 32.
- 14 CASTONGUAY, *op. cit.*, 2005, page 23.
- 15 CASTONGUAY, *op. cit.*, 2005, pages 25 à 32.
- 16 CASTONGUAY, *op. cit.*, 2005, pages 26 à 33.
- 17 CARRIER, Richard, «Le Collège militaire royal de Saint-Jean : 10 ans après», *Revue militaire canadienne*, vol. 7, n° 4, hiver 2006-2007, page 40.
- 18 MAINVILLE, Sylvie, «L'évolution des activités d'enseignement au Collège militaire royal de Saint-Jean», bulletin électronique du Club des C.M.R. (R.M.C. Club), <http://everitas.rmclub.ca/?p=113328> [consulté le 24 septembre 2014].
- 19 CASTONGUAY, *op. cit.*, 2005, page 43.
- 20 CARRIER, *op. cit.*, page 41.
- 21 *Ibid.*
- 22 CARRIER, *op. cit.*, page 42.
- 23 *Ibid.*
- 24 MAINVILLE, *op. cit.*



# 50

ans d'histoire locale  
et régionale.

## ÇA SE FÊTE!

La Fédération Histoire Québec, c'est 259 sociétés membres réunissant plus de 40 000 passionnés d'histoire et de patrimoine. C'est le plus grand réseau de défense, de préservation et de diffusion du patrimoine au Québec.

Et pour célébrer cet anniversaire, La Société d'histoire et de généalogie de Rivière-du-Loup vous invite les 15, 16 et 17 mai 2015, au congrès annuel de la Fédération.

Surveillez le site Internet de la FHQ pour les détails et réservez votre place dès maintenant. Un transport nolisé et une animation est prévue durant le trajet vers Rivière-du-Loup.

www.histoirequebec.qc.ca

Crédits photos : Jean-S. Ouellet